

UNIVERSITES : l'implosion budgétaire

Situation financière catastrophique dans les universités ... La mobilisation à Rouen a été un coup de projecteur donné sur une réalité que connaissent bien d'autres établissements. La revue rapide et incomplète que nous en faisons le confirme : travaux de mise en sécurité, coût du chauffage, paiement des charges sur les heures complémentaires s'ajoutent au fonctionnement pédagogique et scientifique des établissements - vont-ils les concurrencer ? On n'est pas loin, bien souvent, de choix aussi ubuesques ... Le projet de loi de finances ne permettra pas de répondre à ces besoins. En ce moment, les budgets sont soumis au vote des conseils : nous appelons les collègues, leurs élus, à les refuser et à faire entendre l'exigence criante de moyens à la hauteur des missions des établissements d'enseignement supérieur !



Université du Maine. Le conseil d'administration constate, dans une motion adoptée le 20/10/05 "l'accroissement de la charge d'enseignement lié à la mise en place du système LMD, ainsi que l'accroissement des dépenses de fonctionnement lié à l'augmentation du coût de l'énergie" et réclame "un accroissement de sa DGF réelle d'une ampleur permettant, au minimum, de la faire coïncider avec son niveau théorique".

L'université Paris-X demande 6 millions d'euros pour les travaux de sécurité. Le conseil d'administration souhaite que "les problèmes de sécurité qui se posent à l'université Paris X, comme aux autres universités, soient pris en compte par le déblocage immédiat de fonds supplémentaires qui permettent d'aller jusqu'au bout des schémas directeurs de mise en sécurité de l'université".

Paris XI : Les 6 millions d'euros attribués pour les travaux de sécurité sont insuffisants. Les deux conseils (CEVU et CS, réunis les 24 et 17 octobre 05) demandent que la "dotation pour l'année 2005 et celle de 2006 soient revues à la hausse, faute de quoi il pourrait s'ensuivre l'arrêt de bon nombre d'activités pédagogiques et la fermeture d'un nombre

important de bâtiments de recherche, de formation ou à vocation administrative".

L'université d'Aix-Marseille II demande "que des crédits supplémentaires soient immédiatement débloqués afin d'éviter des fermetures inéluctables de locaux compte tenu de l'insuffisance de moyens financiers pour les travaux à réaliser", motion adoptée à l'unanimité par le conseil d'administration le 25/10/05.

Versailles-Saint-Quentin : Budget en déficit Le conseil d'administration de l'université a rejeté le budget 2006 par 36 voix sur 39 votants (4/11/05). Il constate que, "malgré une gestion rigoureuse et des efforts soutenus, la préparation du budget fait apparaître un manque de 6 millions d'euros. Ce déficit est consécutif à l'inadéquation des moyens alloués à l'université par rapport à l'évolution de ses charges et missions" (mise en place du LMD, l'intégration de nouvelles formations telles que l'UFR de médecine, la nécessité de mise en conformité avec les normes d'hygiène et de sécurité des bâtiments ; progression substantielle des effectifs étudiants).

APPEL DE L'UNIVERSITE DE ROUEN AUX AUTRES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Depuis plus d'un mois, l'Université de Rouen est mobilisée pour obtenir de l'Etat qu'il tienne ses engagements en matière de financement et de création de postes.

Ici comme ailleurs, c'est le service public d'enseignement supérieur qui est menacé.

La mobilisation massive des étudiants et personnels de l'université de Rouen a contraint, dans un premier temps, le gouvernement à un recul (subvention exceptionnelle de 1 million €) mais, depuis lors, il affiche cynisme et mépris face aux revendications du mouvement.

Toutes les universités connaissent les mêmes difficultés. C'est pourquoi l'université de Rouen ne doit pas rester isolée. Seule une mobilisation nationale et solidaire permettra de s'opposer à la mort programmée du service public d'enseignement supérieur.

- *Les étudiants et personnels mobilisés appellent toutes les Universités à entrer en mouvement et à les rejoindre dans la lutte.*

- *Ils invitent l'ensemble des établissements à élire leurs délégations et à se réunir à*

ROUEN, campus de Mont Saint Aignan, amphithéâtre LANGEVIN, U.F.R. de sciences et techniques, le dimanche 20 NOVEMBRE 2005, de 10 heures à 15 heures

- *Pour débattre ensemble de nos revendications et des moyens de les faire aboutir*

Fait à Mont Saint Aignan

Le 18 octobre 2005

Collectif étudiants et personnels mobilisés

Soutenu par : FERC SUP- CGT ; FSU (SNASUB, SNCS, SNESUP) ; SNTRS – CGT ; UNSA ; UNEF

Site : <http://mouvementunivrouen.free.fr>

Faites connaître la situation de votre établissement et les réactions qu'elle suscite, c'est la convergence des mobilisations qui fera aboutir nos demandes ! sg@snesup.fr